



Pour publication immédiate : 10/04/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE DES MESURES LÉGISLATIVES POUR
INSTITUER UNE INTERDICTION D'HISTORIQUE SALARIAL AFIN DE RÉDUIRE
LES ÉCARTS DE SALAIRE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES**

*Le jour de l'équité salariale, il présente des mesures législatives pour interdire
aux employeurs, dans les secteurs public et privé, de demander l'historique
salarial*

*Il publie le [Rapport sur l'équité salariale](#) -- Réduire les écarts de salaire entre les
hommes et les femmes dans l'État de New York -- du Département du Travail*

*Ces mesures misent sur les antécédents du Gouverneur pour faire avancer les
droits des femmes et mettre New York dans la bonne voie pour réduire les
écarts de salaire et aider les femmes à se sortir du « plancher collant »*

En ce jour, le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé des mesures législatives pour interdire à tous les employeurs, dans les secteurs public et privé, qui font des affaires dans l'État de New York de demander aux employés prospectifs leur historique salarial et rémunération. Présentées le jour de l'équité salariale (Equal Pay Day), ces mesures législatives mettent New York dans la bonne voie pour réduire les écarts de salaire entre les hommes et les femmes. Le Gouverneur a également publié le rapport et les recommandations du Département du Travail (Department of Labor) pour réduire les écarts de salaire entre les hommes et les femmes dans l'État de New York. Ces mesures capitalisent sur les antécédents du Gouverneur pour réduire les écarts de salaire entre les hommes et les femmes et faire avancer les droits et opportunités des femmes. À l'heure actuelle, New York a les écarts de salaire les plus faibles du pays et les femmes gagnent l'équivalent de 89 cents pour un dollar des hommes. Cela place New York dans une position unique pour réduire plus rapidement les écarts de salaire entre les hommes et les femmes.

« New York est le berceau du mouvement de défense des droits des femmes, de Seneca Falls au droit de vote, et cette lutte continue aujourd'hui alors que nous adoptons ces mesures agressives pour réduire les écarts de salaire entre les hommes et les femmes », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes existent dans l'ensemble de l'économie, dans tous les secteurs, et peuvent suivre les femmes tout au long de leurs carrières. En interdisant l'historique

salarial, nous pouvons briser le fardeau de ce cycle injuste et inéquitable et nous efforcer d'atteindre l'équité salariale pour toutes les femmes de cet État. »

« En tant que coprésidente de l'étude sur l'équité salariale de l'État de New York (NYS Pay Equity Study) avec la Commissaire Reardon, j'ai entendu les opinions d'innombrables femmes qui se lèvent tous les jours, mettent tout leur cœur et âme dans leur travail, et à la fin de la journée, elles gagnent moins que les hommes », **a déclaré la Lieutenante-gouverneure Kathy Hochul.** « Le fait que les écarts de salaire sont encore plus marqués pour les femmes de couleur et les latinos rend cette réalité encore plus honteuse. Même si New York montre la voie au pays en termes d'équité salariale, les écarts existent toujours. C'est inacceptable et New York ne se reposera pas avant d'atteindre la pleine égalité pour les femmes. C'est pour cette raison que je suis fière de prendre ces mesures pour assurer que les femmes ne sont pas l'otage de leurs salaires antérieurs lorsqu'elles postulent à leurs emplois suivants. »

« Je remercie le Gouverneur de cette opportunité d'étudier cette question cruciale », **a déclaré la Commissaire Reardon.** « C'est une expérience gratifiante et éclairante et j'espère que le travail que nous accomplissons contribuera à un avenir plus juste et plus brillant pour les femmes et les filles partout. La route est encore longue, mais nous avons pris la première étape vers l'élimination des écarts de salaire une fois pour toutes. »

Ces nouvelles mesures législatives capitalisent sur deux [décrets](#) signés par le Gouverneur l'an dernier pour éliminer les écarts de salaire en interdisant aux entités de l'État d'évaluer les candidats sur la base de l'historique salarial et d'exiger que les entrepreneurs de l'État divulguent des données sur le sexe, la race et l'origine ethnique des employés - en utilisant l'argent des contribuables pour promouvoir la transparence et faire avancer l'équité salariale dans tout l'État. Les mesures législatives d'aujourd'hui capitalisent sur les efforts législatifs pour résoudre ce problème et étendre la portée du Décret n° 161 pour inclure tous les employeurs, pas seulement les entités de l'État, afin de briser le cycle de la rémunération injuste et inéquitable.

En 2017, le Gouverneur Cuomo a ordonné au Département du Travail d'étudier les causes, la portée et l'impact économique des écarts de salaire entre les hommes et les femmes dans l'État de New York et de formuler des recommandations politiques permettant de combler ces écarts. L'étude est coprésidée par la Lieutenante-gouverneure Kathy Hochul et la Commissaire du Département du Travail d'État Roberta Reardon. Dans le cadre de l'étude, le Département du Travail a organisé des audiences sur l'équité salariale dans la Ville de New York, à Syracuse, à Long Island et à Buffalo pour demander des témoignages identifiant des causes spécifiques des écarts de salaire entre les hommes et les femmes et des suggestions pour les réduire, dans leur intégralité, ou dans des secteurs particuliers.

Le rapport, qui est disponible [ici](#), décrit la situation des écarts de salaire entre les hommes et les femmes dans New York, dont sa portée dans l'ensemble de l'économie et dans toutes les régions de l'État. À New York, les femmes gagnent l'équivalent de 89 cents pour chaque dollar gagné par les hommes, soit les écarts de salaire les plus faibles de tous les États du pays et des salaires plus élevés que la moyenne nationale de 80 cents. Cependant, les écarts sont considérablement plus élevés pour les femmes

de couleur de New York par rapport aux hommes blancs et non hispaniques. Les femmes noires ou afro-américaines sont rémunérées à l'équivalent de 64 cents pour un dollar et les hispaniques et latinos 55 cents pour un dollar. Parmi d'autres constatations, l'étude a déterminé que la différence la plus importante entre les revenus moyens des femmes et des hommes se trouve dans les secteurs des finances, des assurances et de l'immobilier.

Le rapport a également décrit certaines causes des écarts de salaire, dont le « plancher collant », un terme qui fait référence à divers obstacles qui empêchent les femmes de sortir des échelons les plus bas de l'échelle des carrières.

Le rapport propose une série de recommandations politiques pour réduire les écarts de salaire, dont le lancement de campagnes d'éducation publique dans tout l'État sur l'ampleur des débouchés professionnels, la négociation des salaires et les connaissances financières, l'expansion de l'accès aux garderies et aux congés pour obligations familiales payés, l'augmentation du mentorat professionnel pour les jeunes femmes et l'amélioration des données et de la transparence des titres de poste, rémunérations et prestations d'assurance. De plus, le rapport recommande d'instituer des réglementations sur les horaires des employés et d'éliminer les salaires en-dessous du minimum pour les employés payés au pourboire, deux initiatives que le Gouverneur a déjà demandé au Département du Travail d'analyser.

La principale recommandation politique du rapport est d'instituer une interdiction d'historique salarial qui prohibe à tous les employeurs, dans les secteurs public et privé, qui font affaire dans New York de demander aux employés prospectifs leur historique salarial et rémunération. Si les femmes sont déjà payées moins pour les mêmes emplois et sont aussi productives que les hommes, cela mettra fin à la nature cumulative des écarts de salaire entre les hommes et les femmes. Les mesures législatives d'aujourd'hui acceptent et font avancer cette recommandation.

Dina Bakst, Cofondatrice et Coprésidente de l'organisme A Better Balance (ABB), a déclaré : « ABB félicite le Gouverneur pour continuer à gérer et étendre son engagement envers l'égalité des femmes. En présentant les mesures législatives sur l'interdiction de l'historique salarial et émettant d'autres recommandations politiques clés, étayées par les audiences sur l'équité salariale organisées dans tout l'État de New York, l'Administration de Cuomo capitalise sur sa promesse de s'assurer que les femmes, notamment celles dont les ressources sont les plus limitées, gagnent les salaires justes et équitables qu'elles méritent ».

Beverly Neufeld, Présidente de PowHer New York, a déclaré : « Grâce au leadership permanent du Gouverneur Cuomo, New York a fait de grands pas pour renforcer les protections de l'équité salariale pour les femmes à New York. Même si notre État a les écarts de salaire les moins élevés du pays, il y a encore beaucoup de travail à accomplir. PowHer New York félicite le Gouverneur de prendre ces mesures importantes suivantes pour éliminer les écarts de salaire et d'opportunité et s'engage à faire avancer ces recommandations pour créer l'égalité économique pour toutes les femmes ».

Merble Reagon, Directrice exécutive, Centre pour l'éducation et l'avancement professionnel des femmes (Women's Center for Education and Career Advancement), a déclaré : « En ce jour de l'équité salariale de 2018, nous félicitons les mesures progressistes du Gouverneur au nom de toutes les femmes dans l'État de New York. C'est une opportunité unique pour l'État de New York de montrer la voie au pays pour faire face aux multiples obstacles rencontrés par les femmes gagnant des salaires qui leur permettent d'être autonomes et qui les soutiendront ainsi que leurs familles. En particulier, ce sont les femmes qui sont des mères célibataires, qui maintiennent des ménages seules et(ou) les femmes de couleur qui savent que ce sont des salaires très inadéquats et inéquitables, et non des efforts de travail inadéquats, qui caractérisent leur pauvreté économique ».

Cynthia Herriott, Vice-présidente de la politique publique, Association américaine des femmes universitaires de l'État de New York (American Association of University Women of New York State), a déclaré : « L'Association américaine des femmes universitaires de l'État de New York continue à assumer un rôle essentiel de leadership pour promouvoir l'équité et l'éducation des femmes et des filles. Le nouveau projet de loi présenté par le Gouverneur Cuomo sur l'interdiction de l'historique salarial représente un début essentiel dans la lutte pour l'équité salariale. Nous demandons à la Législature de l'État de New York de le promulguer durant cette session ».

Michele Johnson, Vice-présidente, YWCAs of New York State, Inc., a déclaré : « YWCAs of NYS félicite le Gouverneur Cuomo de maintenir son attention sur la question essentielle de l'équité salariale. C'est un des nombreux facteurs qui contribuent à des taux élevés inacceptables de pauvreté des ménages dirigés par des femmes et un problème en plein cœur du travail de YWCA dans tout l'État, notamment dans le Nord de l'État de New York où l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes est la plus importante. Pour les femmes de couleur, les principales électrices de YWCAs, le problème est le plus grave, et par conséquent, il est encore plus important pour elles que nous ayons les faits et témoignages communiqués dans le rapport du Gouverneur. De telles données sont inestimables pour lutter contre la pauvreté et s'efforcer de réduire les inégalités permanentes entre les hommes et les femmes qui continuent à retarder les accomplissements des femmes ».

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)